

19 avril 2023



COMMUNIQUÉ

Non au mépris de la démocratie
et au déni du dialogue social

NON aux **64 ans** **RETRAIT** de la réforme des retraites !

Après la censure partielle du conseil constitutionnel vendredi 14 avril sur le projet de loi de réforme des retraites et le rejet de la première demande d'organiser un référendum d'initiative populaire, le président de la République a promulgué la loi et le report de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans, au mépris du dialogue avec les représentant·e·s des organisations syndicales et dans un déni dangereux du rejet de sa réforme par la population et le monde du travail. Son allocution télévisée du lundi 17 avril à 20h n'a fait que confirmer ce décalage entre un président isolé et la volonté populaire.

Ce passage en force profondément anti-démocratique est le carburant de la colère qui s'exprime dans tout le pays et est responsable d'une situation explosive, tant socialement que politiquement. Avec son lot de violences notamment institutionnelles et de criminalisation contre celles et ceux qui manifestent leur refus de la réforme des retraites.

Le recul de l'âge légal de départ à 64 ans, l'augmentation accélérée du nombre de trimestres requis pour bénéficier d'une retraite à taux plein, la faiblesse de mesures compensatrices pour celles et ceux qui ont eu des carrières incomplètes ou hachées, l'insuffisance du dispositif du minimum de pension (sur le montant et le nombre de bénéficiaires), l'atteinte aux systèmes de compensation de la pénibilité ou aux régimes spéciaux (comme en douane ou à la Banque de France), entre autres choses, sont toujours des éléments contraires à ce que porte la fédération des Finances CGT et qui justifient le rejet massif de cette loi par la population.

Les fédérations de nos ministères économiques et financiers ont décidé lundi 17 avril de suspendre toute discussion institutionnelle jusqu'au 1er mai. Nous ne pouvons pas aller discuter d'autres sujets - pourtant importants - alors même que nous venons d'essayer la claque méprisante du petit monarque républicain.

Par ailleurs, nos fédérations porteront l'exigence d'un changement profond du dialogue social au ministère, tant sur les thèmes à aborder que sur les modalités elles-mêmes des discussions avec Bercy. Elles se réuniront à cette fin jeudi matin.

Comme pour l'intersyndicale confédérale, l'interfédérale aux Finances reste sou-
dée et appelle à faire du 1er mai une journée de mobilisation massive, unitaire et
populaire, partout dans les territoires. Participons massivement entre collègues de
travail, amis, famille pour obtenir l'abrogation de cette réforme brutale, injustifiée et
injuste, très éloignée de nos attentes.

La fédération des Finances CGT invite par ailleurs les per-
sonnels des ministères économiques et financiers et des
institutions financières publiques à participer à toutes les
initiatives de proximité, décidées dans les territoires, d'ici
au 1er mai.

Mobilisons nous
jusqu'au **RETRAIT** !

Participons massive-
ment aux manifesta-
tions du **1er mai** !